



Conflits de magnitude explosive

République démocratique du Congo

© UNHCR/Hugh
Kinsella Cunningham

« On est ensemble ». Tous ceux qui se sont rendus en République démocratique du Congo (RDC) ont entendu cette phrase. « On est ensemble »... mais le sommes-nous vraiment ?

Il est très tentant de donner une tournure positive à la description de la crise humanitaire en RDC pour surmonter la « fatigue » internationale à répondre aux besoins humanitaires. Mais c'est difficile. Il y a très peu de façons de décrire une crise humanitaire épouvantable. La RDC est un très vaste territoire où plus de 20 millions de personnes sont confrontées à des violations systématiques du droit international et au recrutement inhumain d'enfants, au viol systématique, à la torture, à l'incendie de villages, au manque de nourriture, aux déplacements forcés et aux expulsions. La crise humanitaire en RDC se classe parmi les cinq pires au monde selon les principaux indicateurs. Le terme « fatigue », lorsqu'il se réfère à la RDC, n'est approprié que pour décrire l'émotion des filles, des garçons, des femmes et des jeunes qui sont frappés de toutes parts.

Dans un tel contexte, l'action humanitaire doit être infatigable et soutenue aussi longtemps que les personnes sont laissées pour compte et seules.

En 2018, la RDC a effectué sa première transition pacifique du pouvoir depuis l'indépendance. La dynamique politique et l'aide humanitaire ont permis de progresser dans la stabilisation de nombreuses régions. Néanmoins, la grave crise humanitaire persiste, alimentée par l'exploitation impitoyable des ressources naturelles, la violence récurrente à l'Est, la COVID-19 et des chocs naturels réguliers tels que la récente éruption volcanique qui a frappé Goma.

En ce qui concerne l'action humanitaire en RDC, nous devons nous en tenir aux principes fondamentaux et ne pas nous laisser distraire hors des sentiers battus. En ce qui concerne l'aide et le soutien aux victimes et aux survivant.e.s, revenons au cadre habituel. Faisons-le bien. Faisons-le pour autant de personnes et aussi longtemps que nécessaire.



Publication octobre 2021

Auteurs : David Winiger, Emma Wynne, William S. Chemaly
Global Protection Cluster

Bikubusyo Alimasi Symphorien,
Centre de Recherche Jurisconsulte

Avec le soutien du Secrétariat du
Forum ONGI RDC

Que se passe-t-il en République démocratique du Congo ?

D'une taille équivalente à celle de l'Europe de l'Ouest et avec une population estimée à 90 millions d'habitants¹, la RDC continue de subir l'une des pires crises humanitaires au monde, avec près de 20 millions² de personnes exposées à des risques de protection.

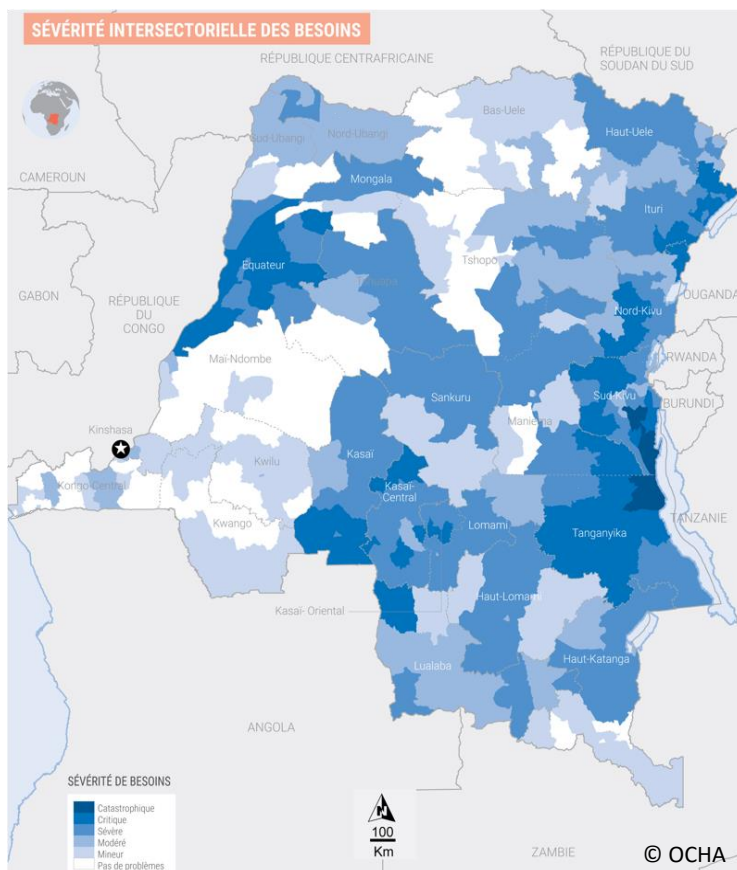
La multitude de conflits armés qui ont éclaté à la suite du génocide rwandais de 1994 est attisée par des taux de pauvreté élevés, une présence et une autorité limitées de l'État, la corruption, les questions relatives aux terres, les questions d'identité et la course aux ressources naturelles, qui profite du chaos. Les attaques de groupes armés ont plus que doublé en 2020, tuant des milliers de civils.

La violence provoque des déplacements continus. Plus de cinq millions³ de Congolais sont déplacés à l'intérieur du pays - le nombre le plus élevé d'Afrique et le deuxième plus élevé au monde après la Syrie. Deux millions de déplacements ont été enregistrés pour la seule année 2020, ce qui fait de la RDC le pays qui compte le plus grand nombre de nouveaux déplacements dus aux conflits dans le monde. De plus, la RDC accueille 536 000 réfugiés⁴ et doit faire face à un afflux continu de personnes en provenance de la République centrafricaine voisine.

L'Est du pays, témoin de près de trois décennies de violence incessante, voit de nombreuses personnes, originaires principalement des provinces de Kivu, Ituri, Tanganyika et Maniema, fuir leurs maisons qui ont été brûlées et détruites, les laissant sans rien. Exposés au meurtre, au viol et à d'autres formes de violence basée sur le genre (VBG), les communautés déplacées sont à la limite de la survie. Le conflit dévaste les services de base, tels que la santé et l'éducation, et les terres agricoles et les biens sont pillés.

Au nord de Beni, dans le nord-est du pays, dans le « **Triangle de la mort** », les civils sont pris au piège entre des groupes armés rivaux qui se

disputent le contrôle des zones minières, en particulier des mines d'or, et luttent en représailles aux opérations militaires menées par le gouvernement. Au cours des dernières décennies, l'Est de la RDC - qui borde plusieurs villes entre les provinces de Tanganyika, Maniema et Sud-Kivu - a vu des milliers de personnes forcées de fuir leurs maisons à plusieurs reprises, ainsi que des niveaux terrifiants de violence sexuelle, les femmes et les filles étant enlevées et utilisées comme esclaves sexuelles par des membres de groupes armés.



*Sévérité des besoins dans les zones touchées par au moins 3 secteurs

Dans la région du Kasai, le conflit terriblement violent et meurtrier de 2018 a incendié les provinces, détruit les communautés et entraîné des déplacements massifs de la population pour des raisons ethniques. Ce contexte et les besoins qui en découlent n'ont jamais fait l'objet de solutions durables, laissant des dizaines de milliers de personnes déplacées - certaines issues du conflit, d'autres du groupe de 400 000 personnes expulsées d'Angola en 2018 - dans des installations

¹ Banque mondiale : <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL?locations=CD>

² OCHA : <https://www.unocha.org/democratic-republic-congo-drc/about-ocha-drc>

³ UNHCR : <https://reporting.unhcr.org/drc>

⁴ UNHCR : <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/democratic-republic-congo-monthly-statistics-refugees-and-asylum>

temporaires depuis trois ans. En conséquence, les conflits intercommunautaires, la crise alimentaire qui prévaut, ainsi que la pauvreté croissante dans les zones urbaines qui accueillent des déplacés risquent de compromettre la transition et le développement post-conflit.

La population souffre d'épidémies récurrentes avec des épidémies continues de rougeole, de choléra, d'Ebola, de fièvre jaune, de peste et de COVID-19. Le nombre de cas présumés de paludisme a bondi pour atteindre 16,9 millions, avec environ 15 000 décès enregistrés en 2020.

La RDC subit des **catastrophes naturelles récurrentes à grande échelle**, avec notamment plus de 615 000 personnes touchées par des inondations dévastatrices en 2020 et le déplacement de plus de 500 000 personnes en raison de l'éruption du volcan Nyiragongo en 2021, au cours de laquelle plus de 23 000 personnes ont perdu leur maison et leur terre.



Pourquoi est-ce important ?

Premièrement, parce que la situation est terrible et risque de s'aggraver. La solidarité et une action immédiate en RDC sont de la plus haute importance pour sauver des vies et trouver des solutions aux souffrances à grande échelle. Les

enfants sont une cible directe, notamment en raison de la généralisation des enlèvements d'enfants, des violences sexuelles⁵, du recrutement d'enfants dans les groupes armés, du travail des enfants et des mariages d'enfants, qui touchent une population composée à plus de 50 % d'enfants. Même lorsqu'ils ne sont pas une cible directe, les enfants sont touchés par la séparation familiale qui survient pendant les déplacements de population, par l'insécurité alimentaire, par les épidémies et par l'accès limité aux services de base - notamment de santé, d'éducation et de soutien psychosocial. La perte des moyens de subsistance représente un stress supplémentaire pour les familles, qui peut entraîner une augmentation de la violence à l'encontre des enfants au sein du foyer et des stratégies d'adaptation négatives, comme le travail des enfants, les VBG et le viol.

Alors que les groupes armés continuent de commettre des crimes sexuels, une proportion croissante des auteurs se trouve dans la population civile. Le nombre de cas n'a cessé d'augmenter depuis 2019. Beaucoup d'autres ne sont pas signalés, même dans les régions stabilisées. Le soutien aux survivant.e.s de VBG ne doit pas cesser.

De même, les réponses en matière de santé mentale et de soutien psychosocial (MHPSS) sont faibles. Moins de 10 % des survivant.e.s de VBG bénéficient d'un soutien psychologique. La stigmatisation sociale et la discrimination liées à la violence sexuelle entraînent une double victimisation de celles et ceux qui luttent déjà pour reconstruire leur vie.

Les déplacements massifs récurrents, ainsi que les dommages causés aux terres et aux biens, menacent les droits juridiques des personnes concernées. Sur le million de personnes déplacées en 2021, beaucoup ne disposent pas de la documentation appropriée et ne trouvent que peu ou pas d'assistance juridique. Au fil des ans, la capacité de résilience des communautés locales s'est érodée, ce qui fait qu'il est difficile pour elles

⁵ OCHA : <https://www.unocha.org/sites/unocha/files/DRC%20HF%202020%20Annual%20Report.pdf>

⁶ UNHCR : <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/unhcr-emergency-update-volcano-nyiragongo-5-i-23-august-2021>

de trouver des solutions durables par leurs propres moyens. Cela entrave de plus en plus les efforts visant à briser le caractère cyclique du déplacement.

Deuxièmement, parce qu'il y a de l'espoir. Le potentiel de la RDC est énorme. Il y a une opportunité politique, apparue dans la transition pacifique du pouvoir après les élections présidentielles de décembre 2018. De nombreuses provinces de l'Ouest et du Centre sont relativement pacifiées. Notre objectif doit être de saisir cette ambition et de rassembler la volonté politique, le plaidoyer, les ressources et les acteurs de l'aide humanitaire et du développement pour trouver des solutions.

Le plan d'intervention humanitaire (HRP) de l'année dernière était financé à 39 %. Le HRP 2021 nécessite près de deux milliards de dollars. Les Nations unies, les organisations non gouvernementales internationales et le gouvernement de la RDC soulignent que des fonds sont nécessaires de toute urgence pour répondre aux besoins humanitaires pressants.

Que pouvons-nous faire à ce sujet ?

Voici cinq choses qui, selon nous, peuvent être faites pour tirer parti de la dynamique de changement en RDC et veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte dans la vague de développement et de stabilisation dont le pays a tant besoin.

1- Partager les informations et les analyses essentielles

Nous devons partager systématiquement les informations et les analyses. Le pays est vaste, et la présence humanitaire est tout aussi importante. Les défis sont variés et extrêmement complexes. Les organisations humanitaires doivent partager leurs points de vue pour définir un discours et réagir aux priorités convenues. Ce qui se passe en RDC devrait constamment figurer à la table des discussions politiques et dans les médias. Cela nécessite des données et un discours solides.

2- Définir la mission et ne pas se laisser distraire

Les priorités sont nombreuses. Rien qu'au cours des six premiers mois de 2021, le suivi de la protection a permis d'identifier des milliers d'incidents de protection. L'absence de présence humanitaire locale ou les craintes de représailles ou d'exclusion sociale font que beaucoup ne sont pas signalés. Nous devons accomplir notre mission qui consiste à soutenir et à accompagner les personnes qui sont laissées pour compte et à renouveler les investissements dans les secteurs où l'injustice et la souffrance sont les plus présentes. En d'autres termes, nous devons revenir à l'essentiel. Nous devons nous attaquer de toute urgence aux secteurs qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire la protection des femmes et des enfants, des personnes handicapées et des personnes âgées, et concentrer nos efforts sur le rétablissement des services de base, tels que la santé, l'éducation et le logement.

3- Choisir des partenaires et les accompagner, les inclure, ne pas leur dire quoi faire

Il est essentiel de soutenir les partenaires locaux, les autorités et les communautés en RDC afin d'avoir un impact humanitaire et d'apporter une protection communautaire continue. Nous avons besoin d'un programme complet pour faire de cette approche un élément central du travail humanitaire en RDC. C'est juste. C'est faisable.

4- Respecter et défendre les droits de l'homme ou perdre l'autorité morale

Nous sommes confrontés à un impact de crise à long terme. Bien qu'il puisse y avoir des victoires rapides, nous devons rester fermes sur le respect des droits de l'homme et de l'État de droit en tant que base principale de fonctionnement dans un environnement chaotique. La communauté humanitaire doit chercher à renforcer les comités et les acteurs nationaux des droits de l'homme, soutenir les défenseurs des droits de l'homme et promouvoir la lutte contre l'impunité en cas de violations graves des droits de l'homme. Les autorités ont également la responsabilité d'agir en faveur de la paix, de la bonne gouvernance et du respect des droits de l'homme.

Il est impératif que l'intégrité de la réponse humanitaire soit maintenue à tous les niveaux. La réponse de la RDC a été entachée par l'exploitation et les abus sexuels. Nous devons continuer à prendre des mesures fortes et immédiates pour prévenir et dénoncer toutes les fautes et crimes.

5- Avoir un plan de sortie

L'objectif est d'aider la RDC à atteindre un point où l'aide humanitaire récurrente appartient au passé. Nous avons récemment commémoré l'anniversaire de la mort de Dag Hammarskjöld, deuxième Secrétaire général des Nations Unies dans la province du Katanga. 60 ans plus tard, nous répondons toujours aux besoins humanitaires en RDC. Nos interventions ne devraient jamais être infinies. Partout où la stabilité et des structures de gouvernance peuvent être établies, les acteurs humanitaires doivent accélérer le dialogue avec les acteurs du développement et de la paix, ainsi qu'avec les autorités, pour favoriser la prévention des crises et les solutions durables.

Enfin, l'essence même de nos actions est de soulager la souffrance et d'autonomiser la vie et l'avenir des peuples. L'ouverture aux approches et aux mesures qui nous aident à devancer l'accélération des conflits est primordiale pour relever les grands défis de la RDC. Nous devons nous unir pour explorer de nouveaux outils qui nous aideront à repenser ce que nous savons, comme le Nexus ou l'Appel à l'action pour la protection, tout en veillant à ne pas sortir des sentiers battus concernant la prestation de services de base.

En définitive nous devons nous assurer que, ce faisant, nous n'avancions pas dans deux directions différentes, mais que nous adoptons plutôt une approche globale pour veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte.